



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projets Urbains Partenariaux (PUP) - Convention de reversement à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Émission des titres de recettes - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

En tant qu'établissement public compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), Montpellier Méditerranée Métropole conclut des Projets Urbains Partenariaux (PUP) avec les aménageurs, en vue de prévoir la prise en charge financière de tout ou partie de la réalisation des équipements nécessaires par la ou les opérations d'aménagement ou de construction, conformément à l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme. Ces équipements peuvent inclure des besoins liés à l'assainissement collectif, d'extension ou de redimensionnement de réseau et de participations au renforcement de stations d'épuration.

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Par délibération n°M2021-612 du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, le périmètre des missions exercées par la Régie a été étendu à l'assainissement collectif et non collectif. Les articles 3.1.1, 3.1.2 et 3.2 des statuts stipulent que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements* » sur l'assainissement collectif sur tout le territoire de la Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la Régie s'est ainsi substituée à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution des prestations incluses dans les PUP au titre de l'assainissement collectif par application de cette délibération.

Les PUP mentionnés en annexe 1 prévoyaient un versement de l'ensemble des participations de l'aménageur directement à la Métropole ; il s'agissait alors de transférer les recettes liées à l'assainissement sur le budget annexe correspondant. Un certain nombre de conventions de PUP sont encore en cours et des versements doivent être effectués par les aménageurs au titre de l'assainissement collectif ; ces montants doivent ainsi désormais bénéficier à la Régie. Il est ainsi proposé une convention de reversement de la Métropole à la Régie, qui dresse la liste des PUP concernés et précise les montants prévisionnels restant à verser depuis le 1^{er} janvier 2023 (aux alentours de 1 240 000 €).

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme, les personnes publiques assurant la maîtrise d'ouvrage des équipements publics perçoivent directement le montant de la participation HT leur étant due. Aussi, pour les affaires pour lesquelles la Métropole est mentionnée en tant que maître d'ouvrage des travaux relatifs à l'assainissement des eaux usées dans les conventions de PUP, la Régie réalisera elle-même l'émission des titres de recettes à son profit.

La présente délibération permet ainsi :

- A la Métropole, par application de la convention de reversement de reverser à la Régie les participations reçues et à recevoir au titre de l'assainissement collectif au titre des conventions de PUP et de leurs avenants le cas échéant ;
- A la Régie, de titrer directement les aménageurs et de se substituer à la Métropole en tant que maître d'ouvrage des travaux relatifs à l'assainissement collectif inscrits pour ces PUP.

Afin de simplifier les démarches, il est proposé de ne pas adopter un avenant pour chaque convention de PUP par application des dispositions ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de reversement des participations au projets urbains partenariaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-233611-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 232131_Projet de convention reversement Regie_VF-1.pdf

- 233293_Annexes DCM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.